

La première formation civique de France pour sauver la famille

Article rédigé par *Denis Lensel*, le 06 octobre 2014

De nombreuses banderoles et pancartes dénonçant à nouveau les élucubrations extravagantes du gouvernement socialiste en matière de bricolage de la filiation, en particulier la circulaire Taubira qui ouvre une porte de service latérale à la trop fameuse Gestation pour autrui (GPA), en « organisant par contournement le retrait de son interdiction ».

D'autres pancartes stigmatisant « le matraquage fiscal des familles » ou concluant en bonne logique : « Je veux du pouvoir d'achat, pas de la GPA »...

Des « caddies » de supermarché contenant des poupées inertes poussés par des hommes et des femmes masqués pour symboliser la marchandisation du corps et le drame déshumanisant des « pères anonymes » et des « mères anonymes »... La Manif pour tous a réussi à nouveau une belle démonstration de force ce dimanche 5 octobre en rassemblant respectivement près de 400.000 personnes, dont beaucoup de jeunes, à Paris, non loin du Palais de l'Élysée où transite le président Hollande, et de 20.000 à 25.000 personnes à Bordeaux, le fief de M. Alain Juppé, l'homme d'appareil de l'UMP, resté très frileux sur ces questions auxquelles il se refuse à toucher jusqu'à maintenant...

À 17H30 à Paris, « aucun incident n'a été recensé par les forces de l'ordre », avait indiqué la préfecture de police.

La première formation civique de France

Une sérénité joyeuse s'était à nouveau conjuguée à la fermeté des convictions dans les rangs de La Manif pour tous, qui est désormais la première formation civique de France, de par sa capacité mobilisatrice, loin devant les partis politiques traditionnels en perte de vitesse pour des raisons diverses.

Les militants et les manifestants de La Manif pour tous, aujourd'hui durablement intégrée dans le paysage politique et sociétal français, ont également réclamé le retrait du plan prétendu « Égalité » qui introduit « la confusion des genres à l'école », et le retrait des projets « anti-familles » du gouvernement Valls 2, que ce soit la réduction du congé parental, la division exorbitante de la prime de naissance par trois, la baisse de l'allocation de complément de mode de garde des enfants, et la baisse du quotient familial déjà opérée précédemment...

La droite au défi de l'hypocrisie de Manuel Valls

En ce 5 octobre à Paris, rangés derrière une banderole « L'humain n'est pas une marchandise », quelques élus de l'opposition parlementaire étaient présents : « Je suis là d'abord pour défendre la politique familiale », indiquait le député-maire du Puy Laurent Wauquiez, constatant qu'« on est en train d'étrangler financièrement les familles des classes moyennes et modestes ».

Un député UMP du Pas-de-Calais confiait au Figaro : « On dénonce aussi le double langage de Manuel Valls : d'un côté, il dit être contre la GPA, de l'autre, il y favorise le recours à l'étranger. »

La jeune élue Front national du Vaucluse Marion Maréchal-Le Pen considérait elle aussi comme impossible

le fait de faire confiance à l'actuel Premier ministre socialiste...

Pour un autre ténor de l'UMP, Hervé Mariton, « tant qu'on n'aura pas abrogé la loi Taubira, on continuera d'accumuler les hypocrisies comme celles de Manuel Valls. Et ceux qui à droite ne veulent pas aborder le sujet se retrouveront dans la même situation ».

C'était assez bien résumer la situation d'un pays où les voix courageuses se font rares, mais sont d'autant plus précieuses que l'enjeu est vital. Tout simplement vital pour l'avenir de la France.

Denis Lensel

© Photo : LMPT

* * * *